



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 10 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC METAL

32 rue Paul Sabatier
ZI nord
71100 Chalon-sur-Saône

Références : CP/MV/2023/C_215
Code AIOT : 0005401247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement PAPREC METAL implanté 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC METAL
- 32 rue Paul Sabatier - ZI Nord 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PAPREC METAL de Crissey est spécialisé dans la collecte, le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Il dispose d'un agrément pour la collecte et la dépollution des véhicules hors usage (VHU).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites réservées à la précédente inspection (protection contre la foudre et exutoires des fumées) ,
- gestion des eaux (plan des réseaux, surveillance des rejets)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exutoires de fumée	Arrêté Préfectoral du 24/02/2002, article 11	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet
7	Autocontrôle des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19	Sans objet
8	Plan de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Foudre - Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
2	Foudre - Vérification des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
3	Foudre - Mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
6	Convention de déversement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22/11/2023 a permis de constater que l'exploitant avait traité les non-conformités relevées lors de précédente inspection.

Les dispositifs de protection contre la foudre ont été installés et vérifiés par un organisme compétent en la matière.

La mise en place des exutoires de fumées était en cours de finalisation (fixation des câbles de commande). Quelques jours après l'inspection, l'exploitant a transmis une «attestation de bon fonctionnement» remise par l'installateur des équipements. Cependant, afin de pouvoir vérifier le respect des dispositions techniques prévues par la réglementation qui n'ont pu être vérifiées sur site, il est demandé à l'exploitant d'adresser le dossier des ouvrages exécutés (DOE) à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection a permis de relever 2 non conformités relatives à la gestion des eaux :

- les modifications apportées au réseau lors de la création du bassin tampon n'avaient pas

toutes été reportées sur le plan du site sur lequel figurent les réseaux de collecte des effluents,

- les modalités de prises d'échantillonnages pour le contrôle des eaux rejetées ne permettent pas d'obtenir un échantillon représentatif du rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Foudre - Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. Constat précédent : La dernière étude technique (ETF) est datée du 7/12/2020. Les dispositifs de protections décrits dans cette étude auraient dû être installés avant le 7/12/2022. Le 28/02/2023, l'exploitant a adressé le bon de commande correspondant aux travaux prévus et précisé qu'ils étaient en cours.
Constats : L'exploitant a produit les documents justifiant la mise en place des dispositifs de protection prévue par l'étude technique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Foudre - Vérification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. <u>Constat précédent :</u> L'exploitant communiquera à l'inspection, qui ne l'a pas consulté sur place, le rapport de vérification complète des installations de protection mises en place à l'issue de la précédente ETF.
Constats : Le contrôle des dispositifs de protection a été réalisé le 19/06/2023. L'exploitant a produit le rapport de vérification daté du 18/07/2023. Les non-conformités relevées par ce contrôle ont été traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Foudre - Mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. <u>Constat précédent :</u> La dernière ARF du site date de 2020. Elle devra être mise à jour dans le cadre du réaménagement des zones de stockage et du projet de création de 2 nouveaux auvents de stockages de déchets combustibles.
Constats : L'exploitant a produit une mise à jour de l'ARF du site prenant en compte le projet de création de 2 auvents de stockage de déchets (déchets non dangereux en mélange et des bois, papier, carton). Les deux bâtiments étant considérés comme auto-protégés compte tenu de leur structure, aucune protection n'est requise selon les conclusions de l'analyse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exutoires de fumée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2002, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Si les installations sont situées à l'intérieur d'un bâtiment, la toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0.5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres du mur coupe-feu prévu à l'article 9. <u>Constat précédent :</u> Le bâtiment de tri/transit/regroupement de déchets est dépourvu d'exutoires de fumée en toiture.
Constats : L'inspection a permis de constater que le chantier de mise en place des exutoires était en voie d'achèvement (fixation des câbles de commande). Quelques jours après l'inspection, l'exploitant a transmis une «attestation de bon fonctionnement» remise par l'installateur des équipements.
Demande de compléments n° 1 : Afin de pouvoir vérifier le respect des dispositions techniques prévues par la réglementation qui n'ont pu être vérifiées sur site, il est demandé à l'exploitant d'adresser le dossier des ouvrages exécutés (DOE) à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Non conformité n° 1 : Il a été constaté que les modifications apportées au réseau lors de la création du bassin tampon n'avaient pas toutes été reportées sur le plan du site sur lequel figurent les réseaux de collecte des effluents (plan des stockages daté du 08/03/2022). Demande de compléments n° 2 : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées un plan des réseaux de collecte des effluents du site à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Convention de déversement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.
Constats : L'exploitant dispose d'une autorisation de déversement des eaux usées non domestiques de son site dans le réseau d'assainissement du Grand Chalon signée le 16/11/2018. L'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2017 a prescrit à l'exploitant une étude relative à la gestion des différentes eaux gérées sur le site, accompagnée d'un dimensionnement des éventuels ouvrages nécessaires pour répondre aux enjeux identifiés, notamment le confinement des eaux d'incendie et l'aptitude de la station à traiter les eaux pluviales de la zone sud dont le volume est conséquent en cas d'épisode pluvieux. L'étude remise a proposé la déconnexion des eaux pluviales de la zone de stockage sud du réseau des eaux usées avec rejet dans le réseau des eaux pluviales de la zone d'activité situé Rue de la Mare après rétention, régulation dans un bassin et traitement. Le bassin tampon participe également au confinement des eaux d'extinction. Les travaux se sont achevés fin 2020. Lors de l'inspection, il a été constaté que l'autorisation de déversement n'avait pas été actualisée suite à ces travaux. L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point dans la mesure où le détournement de ces eaux dans le réseau des eaux pluviales n'est pas de nature à impacter l'aptitude de l'infrastructure collective d'assainissement à traiter. Demande de compléments n° 3 : L'exploitant communiquera une copie de l'arrêté d'autorisation

de déversement dans le réseau d'assainissement du Grand Chalon actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autocontrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise l'autosurveillance annuelle de ses rejets aqueux.</p> <p>Un prélèvement ponctuel est réalisé par l'exploitant à chaque point de rejet du site. Ils sont ensuite envoyés pour analyse à un laboratoire.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant, il est apparu que le matériel de prélèvement, non fourni par le laboratoire, n'était pas nettoyé entre deux prises d'échantillon ce qui est contraire aux règles de l'art compte tenu du risque de pollution croisée des échantillons. Les échantillons prélevés dans ces conditions ne sont pas forcément représentatifs des effluents rejetés.</p> <p>Non conformité n° 2 : La vérification du respect des valeurs limites de rejets des effluents du site n'est pas réalisée sur des échantillons représentatifs des effluents rejetés lors de l'autocontrôle réalisé par l'exploitant.</p> <p>Demande de complément n° 3 : L'exploitant adressera à l'inspection la procédure décrivant les modalités de prélèvement d'échantillons représentatifs à analyser dans le cadre du plan de surveillance de ces rejets (voir point de contrôle n°8).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Plan de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>« La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>« II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au</p>

Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Le plan de surveillance des rejets aqueux du site a été présenté sur écran lors de l'inspection (tableur informatique) mais n'a pas fait l'objet de discussion quant à sa pertinence au regard de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande de compléments n° 4 : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le programme de surveillance de ses émissions dans l'eau (réseau d'eaux pluviales et réseau d'assainissement) en justifiant les choix opérés au regard des dispositions de l'arrêté du 24 août 2017 et des arrêtés de prescriptions générales relatifs aux activités exercées sur le site (AMPG du 06/06/2017). Les modalités de prélèvement des échantillons y seront précisées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites